

*Texte de la conférence prononcée  
par l'économiste Ricardo Petrella,  
dans le cadre d'un séminaire organisé  
par la FTQ et le Fonds de solidarité,  
le 19 octobre 2000*

Merci beaucoup à votre fédération de me faire le privilège de vous adresser la parole. Cela me permettra de confronter avec vous une série d'analyses et des propositions d'action. Pour moi, une analyse qui ne débouche pas sur l'action n'est pas une analyse utile.

On m'a demandé de parler des enjeux de la mondialisation, notamment dans le cadre également des perspectives du Sommet des Amériques, qui se tiendra à Québec, en avril 2001. Bien entendu, je suis un Européen et je n'ai pas la prétention de bien connaître tous les enjeux syndicaux de Québec 2001. Mais peut-être que, d'un regard un peu étranger, un peu curieux, peut-être que quelque chose d'intéressant pourrait sortir.

### **Sommes-nous condamnés à nous adapter?**

Il me semble que, de prime abord, la mondialisation pose un grand enjeu culturel concernant notre manière de voir le monde et de nous voir nous-mêmes, la manière de voir un tout petit peu quelle est notre marge de manœuvre, quel espace de liberté que nous avons. Au fait, le premier enjeu est de savoir si nous croyons que la mondialisation actuelle est – comme le disent les tenants dominants de cette mondialisation – irrésistible et inévitable et si la seule chose que nous devons faire est de nous adapter.

Est-ce que vous croyez que vous pouvez arrêter, modifier cette mondialisation ou pas? Croyez-vous, qu'effectivement, on ne peut que s'adapter? Je suis très content d'avoir entendu un oui. C'était tout un petit oui. On aurait été mieux d'avoir un oui vociférant, collectif, choral, mais c'est un bon début.

Effectivement, ce que les tenants de la mondialisation ont réussi à faire croire, dans pas mal de milieux, c'est que la mondialisation actuelle est irrésistible. Ça ferait partie du cours de l'histoire. Ça ferait partie de l'inévitabilité de l'histoire qui monte. Ça ferait partie du progrès.

Il y a une thèse sous-jacente à cette affirmation du progrès que constituerait la mondialisation, du fait que cette mondialisation serait la fille de la connaissance humaine, des avancées de la connaissance, des progrès technologiques. Autrement dit, elle prétend tirer sa légitimité et son inévitabilité du fait qu'elle serait la résultante du progrès des connaissances scientifiques, du progrès des puissances technologiques, du progrès des nouvelles capacités de faire grandir la richesse à l'échelle mondiale.

Tout le monde a l'impression alors de devenir très petit, très modeste devant cette mondialisation présentée comme le résultat des avancées des connaissances humaines. D'ailleurs, aujourd'hui, ne sommes-nous pas entrés dans la société de la connaissance. Cette mondialisation se dit le produit de l'économie de la connaissance, la fille de la

société de l'information, la fille d'Internet, la fille des satellites, la fille de la biotechnologie qui permet de valoriser les semences pour augmenter la productivité, etc.

Nous tous alors, nous avons l'impression de devenir des petites molécules condamnées à suivre cette mondialisation. Il me semble donc que le véritable enjeu réside dans la façon que nous pensons et que nous voyons cette mondialisation.

### **Récupérer la capacité de fixer l'ordre du jour**

C'est pour ça que la première prescription un tout petit peu éthique, intellectuelle, qui émergerait de ça, c'est de dire : « Non, ce n'est pas vrai! Cette mondialisation n'est pas une mondialisation inévitable, irrésistible, la seule possible. Cette mondialisation actuelle peut être combattue, peut être renversée, peut être arrêtée. On peut construire une autre mondialisation. »

Quelle devrait alors être la première disposition prise par les hommes et les femmes d'action sur le terrain? Il me semble que, si on veut véritablement arrêter cette mondialisation, la première chose à faire, c'est récupérer la capacité de fixer l'ordre du jour.

Aujourd'hui, l'ordre du jour nous est imposé par les autres. Aujourd'hui, la plupart des gens réagissent à des événements mis à l'ordre du jour par les autres. Les citoyens et citoyennes sont transformés en "suiveurs". Ils réagissent à l'ordre du jour que la mondialisation des dominants établit. Donc, il faut se demander : « Est-ce que des syndicats, des universités, des groupes de citoyens, des communautés locales sont capables de fixer un autre ordre du jour? »

Encore une fois, je vois que le « oui », le petit oui de tout à l'heure, il dit encore une fois oui. C'est cohérent parce que, sinon, il n'aurait pas dit le premier oui. Alors maintenant, pour voir pourquoi c'est possible de fixer notre ordre du jour, permettez-moi d'aller un peu plus en détail et de décrire ce que je pense, moi, être les enjeux de la mondialisation.

### **Le politique au volant**

Le premier enjeu, c'est l'enjeu du politique, parce que la mondialisation actuelle a renversé le rôle du politique. Pour être bref, le politique aujourd'hui il est confiné au coffre à bagages. Celui qui est assis au siège du conducteur, ce n'est plus le politique, c'est le financier.

Le premier enjeu de la mondialisation, c'est le fait que nous assistions à une prise de pouvoir par les pouvoirs financiers. Cela signifie que, désormais, le paramètre de définition de la valeur de ce qui est bon, de ce qui est important, de ce qui est prioritaire est fixé par le capital financier. C'est ce dernier qui détermine les choix des priorités et qui donne donc le sens de la direction. C'est lui qui fixe l'ordre du jour de nos sociétés. Ce n'est plus le politique. Ce ne sont plus les parlements nationaux. Ce ne sont même plus les gouvernements.

D'ailleurs, les gouvernements le disent souvent : « Ce sont les marchés financiers

mondiaux, c'est la mondialisation des capitaux qui désormais nous dépassent. Nous, comme gouvernements, la seule chose que nous devons faire, c'est de permettre aux capitaux de notre pays de participer à la maîtrise de l'évolution mondiale. Pour ce faire, nous devons créer l'environnement le plus favorable, de manière à ce que les capitaux de notre pays puissent être compétitifs sur les marchés mondiaux.

Tony Blair ne fait que répéter que les gouvernements doivent être "pro business". Avec le chancelier allemand Schröder, Tony Blair a signé récemment un article dans lequel ils affirment : « globalisation equals welfare ». Rappelons-nous que la social-démocratie européenne est à l'origine de la sécurité sociale. Or, aujourd'hui, ces grands leaders très respectés et très influents du monde signent ensemble un papier dans lequel ils affirment que la « open globalisation », la mondialisation ouverte de l'économie, la mobilité des capitaux, des travailleurs, etc., c'est l'expression du « welfare » aujourd'hui. Eh bien, nous nous trouvons en face de grands leaders qui reconnaissent que le financier est assis au poste de chauffeur et que, eux, ils sont assis dans le coffre à bagages.

Le premier enjeu de cette « financiarisation » signifie que désormais, la finance, c'est-à-dire la rentabilité du capital, la création de plus-value du capital est devenue le paramètre de définition des priorités dans l'allocation des ressources disponibles et dans la répartition des gains de productivité.

C'est tellement vrai que, si vous considérez la période allant de 1981 à 1986, selon les statistiques venant de la Banque mondiale sur les investissements étrangers, vous constatez que la partie provenant des revenus du capital par rapport à la partie qui vient du revenu du travail, n'a fait qu'augmenter en faveur du capital. Dans les faits, c'est le capital qui accapare une part de plus en plus grande des gains de productivité. Pas les travailleurs et les travailleuses, pas les citoyens et citoyennes.

C'est pour cela que, désormais, ceux dont la vie dépend du revenu de capital sont de plus en plus riches et ceux qui dépendent du revenu du travail sont de plus en plus pauvres.

### **Nous sommes devenus des ressources humaines**

Deuxième enjeu de cette mondialisation actuelle, c'est l'expropriation du citoyen. La mondialisation actuelle a réduit chacun de nous à une ressource humaine. Je dois dire avec toute l'amitié que je porte à mes amis et compagnons du monde syndical, que celui-ci est tombé dans le piège. Le monde syndical a accepté le concept de ressources humaines, il a accepté le fait que la personne ne soit plus une personne, mais qu'elle soit réduite à ce que les maîtres de la mondialisation appellent "une ressource humaine".

Alors, il est clair qu'à partir du moment où on a accepté ce concept, on a aussi accepté que le droit à l'existence de la ressource humaine soit fonction de son degré de rentabilité. Dès que la ressource humaine perd sa rentabilité ou a une diminution de rentabilité, elle n'a plus le droit à l'existence, elle n'a plus le droit à une rémunération. On dit alors aux travailleurs et aux travailleuses : « soit une ressource humaine toujours prête, avec les capacités, les compétences, le savoir et les qualifications qui te permettent d'être rentable pour le capital. Parce que si tu n'es plus rentable pour le capital, eh bien!, pourquoi veux-tu

exister? ».

En conséquence, il faut que cette ressource humaine se forme tout le temps. Elle doit être en formation tout le long de la vie. Si elle cesse à un certain moment d'être une ressource humaine avec les qualifications, elle risque de ne plus être recyclée. Or, on nous dit que les qualifications requises changeraient tous les cinq ans à cause de l'accélération du changement scientifique et technologique. La durée de vie de nos compétences ne fait que rétrécir grâce aux avancées des connaissances scientifiques et grâce aux avancées technologiques.

Une ressource humaine aux compétences obsolètes, non recyclables, c'est la porte d'entrée à la disparition. Donc, c'est pour cela que nous tous devons être en permanence recyclables. Mais il arrive que, quand vous avez 50 ans, 52 ans, 53 ans, vous n'êtes plus aussi facilement recyclable facilement que quand vous aviez 30 ans. C'est pour cela qu'on invite de plus en plus de gens de 50, 52 ans à entrer à la préretraite. Et c'est pour ça qu'à 50, 52 ans, la plupart d'entre nous sommes devenus vieux.

La réduction de la personne humaine en « ressource humaine » est un enjeu qui pose de gros problèmes. Parce que, conformément au discours dominant, dans la société de la connaissance, dans l'économie de la connaissance, c'est justement la ressource humaine qui est la chose la plus importante. Elle est tellement importante que, dès que le capital peut éliminer la ressource humaine, il le fait! Parce que justement, dit-il, la ressource humaine est tellement importante qu'elle coûte trop cher. Alors, pour diminuer les coûts, il faut éliminer la ressource humaine.

Vous serez toujours éliminés si une technologie permet de faire les choses que vous étiez capable de faire auparavant. C'est pour ça, qu'à l'heure actuelle, il y a une drôle de situation à l'université. On y forme des gens pour qu'ils acquièrent des qualifications élevées afin qu'ils ne soient pas remplacés par les nouvelles technologies. En même temps, l'université forme des ingénieurs capables d'inventer les technologies qui peuvent faire mieux que les hommes et les femmes qualifiés. C'est ça le drame de l'université actuelle. Elle a perdu la capacité de définir son ordre du jour. Ce sont les autres qui définissent l'ordre du jour pour l'université.

### **La gestion privée du bien commun**

Troisième enjeu, c'est l'enjeu du bien commun. La mondialisation actuelle (...) a réussi à faire pénétrer partout l'idée que désormais, la gestion privée (pas nécessairement la propriété) est synonyme d'efficacité et d'utilisation plus rationnelle de ressources disponibles. Elle augmenterait donc le gâteau à redistribuer. C'est ainsi que la mondialisation est devenue synonyme de privatisation.

Qu'est-ce que ça veut dire la privatisation? La privatisation, ce sont ces règles et ces institutions qui donnent à des acteurs privés, à des sujets privés le pouvoir de déterminer le choix des objectifs prioritaires. Du coup, ils ont le pouvoir d'identifier les moyens sensés être les plus adéquats pour réaliser les objectifs. Ils ont aussi le contrôle des mécanismes d'évaluation qui détermineront si les moyens ont été adéquatement utilisés par rapport aux

objectifs préfixés.

Qui, aujourd'hui, détermine si une politique est bonne? Qui aujourd'hui évalue si le moyen utilisé correspondait aux objectifs fixés? Ce sont les institutions privées. Ce sont les marchés. Ce sont les entreprises qui immédiatement sonnent la sonnette et disent : « Pas comme ça! » Ce sont les marchés financiers qui évaluent et, immédiatement, si un gouvernement veut faire quelque chose, ils avertissent : « Ce n'est pas bon! » Alors, le gouvernement change.

### **La « marchandisation » de la vie**

Cette privatisation-là est encore pire que la privatisation de gestion de services publics. On la retrouve maintenant à l'échelle mondiale. Elle pose des problèmes considérables parce que, l'une des conséquences de cette privatisation de la « ressource humaine » qui prévaut sur la personne et de cette finance qui prévaut sur les politiques, c'est que notre société a finalement adopté la stratégie de tout réduire à une marchandise. Et c'est là le quatrième enjeu : la « marchandisation » de la vie.

Si vous me permettez, les syndicats y ont un tout peu participé aussi. Je sais que ce n'est pas gentil d'arriver dans une maison où l'autre vous a invité et, au lieu de donner toujours des petits bisous ou des petites caresses, on fait quelques petites remontrances. Ce n'est pas gentil de ma part, je le reconnais, mais j'espère que vous ne m'en voudrez pas.

Quelle est donc cette « marchandisation » à laquelle les syndicats ont un tout petit peu contribué? Cela réside dans le fait, par exemple, d'avoir accepté, le droit de propriété intellectuelle. Le droit de propriété intellectuelle est un concept qui a explosé ces dernières années. Il ne s'agit plus du droit d'auteur. Ça, c'est légitime de le reconnaître. Je fais un livre, j'ai un droit comme auteur. Ça, ce n'est pas grave. Les droits de protection d'une marque aussi, il est légitime de les protéger : vous avez inventé le « M » de MacDonald, c'est bien de le protéger le « M » de MacDonald. C'est une marque de commerce, pas de problème à la protéger. Même chose pour le droit de propriété industrielle : vous avez inventé ces micros qui, par la membrane, permettent de mieux filtrer. Ça, c'est très bien. C'est un droit de propriété industrielle.

Mais qu'est-ce qu'on a fait ces dernières années? On a donné au capital privé la capacité de s'approprier, en termes privés, du vivant, de la connaissance, de la culture, de la tête des gens. On a émis des brevets sur les logiciels, on a émis des brevets sur les semences, on a émis des brevets sur les micro-organismes, on a émis des brevets sur les gènes. Tony Blair a autorisé l'émission de brevets sur des organismes génétiques, du capital génétique. Schröder aura permis ça. Et encore maintenant Clinton va permettre ça. Petit à petit, on a donné la propriété privée sur le vivant, le vivant biologique et le vivant informationnel. Le capital privé est en train de « financialiser » la vie et le capital mondial est en train de « marchandiser » l'existence humaine.

À partir du moment où on a accepté ça, tout est devenu marchandise : une partie de notre corps, une plante, un micro-organisme, une lettre, une pensée, un algorithme qui fait partie des logiciels. On est en train de « marchandiser » l'éducation, la santé, la culture. On parle de marché de la culture, du marché de produits culturels, du marché de l'éducation, du

marché de l'éducation «on line», du marché de la santé, du marché de l'eau. C'est la « marchandisation » de la vie.

### **La compétitivité remplace la solidarité**

Cinquième enjeu, c'est l'enjeu de la transformation de la solidarité. Nous tous... j'espère que la petite voix cette fois-ci va me dire non... nous tous, nous avons au fond accepté que le principe gouvernant, le principe de légitimité de notre action soit celui de la compétitivité, plutôt que celui de la solidarité. (La salle dit NON) Voilà, c'était une autre voix un peu plus forte que la voix féminine de tout à l'heure. Cette mondialisation aujourd'hui a sacralisé comme principe gouvernant l'idée qu'il faut être compétitif. Désormais, il n'y a pas de salut sans cela. Les entreprises doivent être compétitives.

Au mois d'avril dernier, j'étais ici. J'ai eu le privilège de débattre avec un collègue syndicaliste québécois de la fermeture d'une usine de Bombardier en Belgique. Ce syndicaliste était interviewé par le journaliste qui animait notre débat. Il lui a demandé quelle était sa position par rapport à cette fermeture. « Qu'est-ce que vous faites? Qu'est-ce que vous êtes en train de faire? Est-ce que vous vous organisez une protestation, des actions de solidarité avec vos amis belges? » Le collègue québécois a expliqué : « Mais pourquoi devrions-nous faire quelque chose? Pour nous, Bombardier ne fait que créer de l'emploi. Pour nous, Bombardier c'est une source de développement et de richesse. C'est comme ça. Pour l'instant, ça va mal pour les Belges, ça va pas mal pour nous. C'est la loi de la compétitivité au plan mondial. » Et alors même le journaliste, pas seulement moi, a dit : « Mais alors, qu'est-ce que vous entendez par solidarité entre travailleurs? ». Il a eu un petit moment d'hésitation et puis a dit : « Écoutez, ce n'est pas moi qui fait les lois économiques. C'est comme ça. »

La compétitivité désormais a pénétré partout. La compétitivité est devenue l'élément organisationnel des stratégies individuelles et collectives. Les universités doivent être compétitives. Elles doivent se classer dans un palmarès. Si elles se situent parmi les « tops », elles reçoivent plus d'argent des entreprises. Désormais, à l'université, la plupart des chaires portent le nom d'une entreprise. Elles doivent toutes devenir compétitives pour obtenir des contrats.

La compétitivité est devenue ce qui représente la légitimité de l'action gouvernementale. Tony Blair, Schröder et compagnie, dans leur article, affirment que l'État doit être un état actif. Il doit créer l'environnement favorable aux entrepreneurs soumis à la compétition mondiale. Ces derniers montreront alors leur créativité et pourront ainsi assurer leur propre avenir. Au-delà de la rhétorique, la solidarité ne fait pas partie des choix stratégiques déterminants de nos dirigeants.

### **Soulager la souffrance plutôt qu'instaurer la justice**

Finalement, le sixième enjeu provoqué par la mondialisation, c'est celui de la justice. De moins en moins on parle de justice. De plus en plus, on reconnaît que les inégalités sont le

résultat de cette mondialisation qui ne fait que grandir; même la Banque mondiale reconnaît qu'en 20 ans de mondialisation les inégalités de revenus entre pays et entre groupes sociaux à l'intérieur du même pays n'ont fait qu'augmenter. Et toutes les statistiques le confirment : il n'y a pas un indicateur économique et social qui peut montrer que la mondialisation aurait contribué à diminuer les inégalités entre les pays et au sein des pays entre les gens. En conséquence, on arrive à dire que cette inégalité, ces inégalités socio-économiques, ne peuvent pas être éradiquées.

À l'assemblée du millenium des Nations Unies, tous les grands chefs d'État sont allés là pour dire que, finalement, l'éradication de la pauvreté est un problème social. Ce n'est pas un problème économique, parce que les logiques économiques de notre système ont pour objectif l'augmentation de la plus-value du capital. La redistribution des gains de productivité doit aller de plus en plus aux revenus des capitaux. En conséquence, économiquement parlant, la pauvreté fait partie structurellement de l'évolution de nos sociétés. L'éradication de la pauvreté ne saurait être un objectif de la politique économique. Elle fait plutôt partie d'une politique sociale. Autrement dit, il s'agit d'être un peu gentil en phase terminale, quoi. C'est les soins intensifs, quoi. Diminuer la gravité de la souffrance. D'ailleurs, si jamais Monsieur Bush gagne, c'est ça qu'on aura au niveau mondial : la compassion. Pour M.Bush, il n'y a pas moyen d'éradiquer la pauvreté. L'inégalité est intrinsèque. Parce qu'on rémunère le mérite et que les mérites sont différents. L'inégalité est donc inévitable et naturelle. Et comme le développement technologique ne fait qu'amplifier la capacité de mérite d'une minorité. C'est toujours en nombre plus réduit que les gens sont récompensés.

Donc, l'inégalité est nécessaire, la pyramide est nécessaire et inévitable. Et dans le monde il n'y aura toujours que ceux qui sauront, qui auront les connaissances nécessaires pour la rentabilité du capital. Eux seuls maîtriseront le développement des technologies. Eux seuls auront la capacité d'investir, puisqu'ils possèdent un capital. Les autres, bien, c'est leur faute, quoi. Bien sûr, on peut avoir de la compassion pour eux. Et c'est pour cela que, petit à petit, le concept de justice est en train d'être évacué non seulement de notre vocabulaire, mais également de notre pratique. Nous utilisons d'autres concepts. Et nous cherchons de quelle manière nous pouvons nous adapter. Nous essayons de faire en sorte que les souffrances ne soient pas trop grandes.

### **Votre ordre du jour pour Québec-2001**

Je repose la question à propos du processus en cours : avez-vous l'impression qu'on peut arrêter ça? (l'assistance dit OUI!) Voilà. Voilà. Et en effet, oui. Pourtant, les dominants nous disent qu'il n'y a pas moyen de faire autre chose que ce qu'ils font. Alors, il me semble que maintenant il faut envisager de quelle manière, effectivement, nous pouvons nous donner un autre ordre du jour. Et, pour le montrer concrètement, je voudrais justement parler de Québec 2001.

L'ordre du jour des dominants, pour Québec 2001, s'énonce comme suit : les Amériques doivent s'inscrire dans la logique de cette tendance historique naturelle inévitable qui mène à la création du grand marché mondial; cette tendance est inspirée par le principe de libéralisation des capitaux, des biens, des marchandises, des personnes; elle implique

la déréglementation des marchés, qui deviennent autorégulateur; et dans la logique de cette croissante privatisation et « marchandisation », il est important et juste que nous pensions faire de ces trois Amériques le grand marché américain. Comme expression symbolique, comme zone exemplaire de ce qui devrait devenir le grand marché mondial. Et donc tout le problème est de savoir quelles sont les conditions pour créer ce grand marché américain?

Quels devraient être les principes et par quels mécanismes l'ALÉNA doit devenir la ZLÉA? Et par quel mécanisme on peut transposer les règles adoptées à l'ALÉNA au niveau du continent américain entier. Et alors les grands enjeux, c'est que chacun vienne à apporter les solutions techniques les plus performantes, les plus adéquates, du point de vue juridique, du point de vue constitutionnel, du point de vue économique, du point de vue des entreprises, du point de vue de la formation, du point de vue de l'éducation, du point de vue des syndicats... On permettra ainsi que ce grand marché interaméricain devienne le marché américain. Et ce marché ne serait pas prémonitoire du marché mondial à construire, mais instrument d'organisation de la mondialisation du marché.

On se demande alors comment ce marché américain peut utiliser Internet, comment libéraliser la télévision, comment organiser l'industrie de l'information, comment faire en sorte que puisse circuler du point de vue de la langue anglaise, de la langue espagnole et de la langue éventuellement brésilienne ou française, le marché de l'audiovisuel interaméricain. Comment on fait en sorte que les universités puissent se reconnaître? Leurs diplômes, comment on puisse faire un échange de professeurs et d'étudiants et donc on voit, comment organiser les services publics des transports aériens, des transports sur la route, comment...etc.

Ça c'est l'ordre du jour du Québec 2001 des dominants. Avons-nous un autre ordre du jour pour Québec 2001? C'est une belle classe, ici, hein. Si j'avais tous des étudiants comme ça, à l'Université catholique de Louvain, j'en serais très heureux. Et alors quel est l'ordre du jour différent pour Québec 2001? Va-t-on faire la grande bourse américaine, comme on est en train de faire en Europe, où Frankfurt et Londres vont s'unifier? Va-t-on faire « The American Stock Exchange »... « The Panamerican Stock Exchange »? Va-t-on faire le réseau des universités?

Il me semble que Québec 2001, effectivement, révèle la capacité que nous avons de nous confronter à la définition de notre ordre du jour. Et personnellement, bien entendu, je n'ai aucun titre ou aucune légitimité pour donner des indications, des prescriptions. Mais j'aimerais bien donner un exemple de la façon dont l'ordre du jour pourrait être bâti. Et proposer que ce Québec 2001 définisse, explore, vérifie quel est le bien commun que ces trois Amériques partagent. Et qu'est-ce qu'ils veulent se donner comme bien commun. C'est-à-dire le bien commun dans le sens général, pas un bien commun particulier. Le bien général c'est de dire : comment est-ce que nous allons contribuer ensemble au bien-être matériel de tous les membres de ces trois Amériques? En se donnant une visibilité, un objectif.

Concrètement, en l'an 2020, quel bien commun voulons-nous atteindre? Et ma proposition spécifique c'est que lors de Québec 2001, on se donne comme objectif de construire quelque chose ensemble. Par exemple, qu'on y affirme que tout le monde doit avoir accès



à l'eau. Il s'agirait de dire : il y a une Amérique latine, il y a une Amérique Centrale, il y a aux États-Unis, il y a aussi au Canada. Or le Canada est le pays le plus riche en eau douce du monde. Et vous êtes soumis à une forte pression de la mondialisation dominante, pour exporter et vendre votre eau. On voudrait que vous « marchandisiez » l'eau du Canada, alors que nous savons très bien que l'eau au Canada n'appartient pas aux Canadiens. L'eau du Canada appartient à l'humanité. Vous n'avez aucun mérite à avoir l'eau en abondance. Même si on est en train de vous convaincre vous les Canadiens que vous êtes propriétaires de l'or bleu. Comme les autres ont vendu l'or noir, le pétrole, à votre tour, vous pouvez devenir les Arabes saoudiens du XXI<sup>e</sup> siècle. Vous pouvez vendre l'or bleu du XXI<sup>e</sup> siècle et vous serez encore plus riches que vous ne l'êtes aujourd'hui. Donc vous attendez que les grandes entreprises d'ingénierie, les consultants en ingénierie civile vous disent comment exporter au meilleur prix l'or bleu que vous avez.

Pourquoi vous qui avez l'or bleu, pourquoi vous ne faites pas de Québec 2001 l'occasion de dire : « Non, l'or bleu, nous, nous le partageons! » Pourquoi ne pas donner l'exemple, vous, peuples des Amériques, de votre capacité de gérer ensemble, dans l'intérêt général, les biens communs appartenant à l'humanité. C'est un ordre du jour différent.

## **Reconstruire le politique**

Je voudrais terminer en faisant des propositions plus générales. Il me semble que si un syndicat de travailleurs du Québec veut lutter contre la mondialisation actuelle et la modifier, il doit se battre avant tout pour la reconstruction du politique. Chaque fois que, dans une société le politique (le vrai, pas les politiciens, le politique, c'est-à-dire l'ensemble citoyen, nous), est affaibli, la bataille sociale, les luttes syndicales sont affaiblies également. Le politique dans le coffre à bagages, ça ne sert pas les intérêts des travailleurs. Il faut que les travailleurs participent à faire sortir le politique du coffre à bagages et le mettent sur le siège du conducteur. Je ne crois pas que c'est l'action syndicale seule qui permettra aux syndicats de redéfinir un ordre du jour différent; c'est une bataille pour le politique. Pour la reconstitution de la citoyenneté, qui est un instrument fantastique de revendication, de succès, de bataille syndicale.

Vous me direz : mais, les syndicats, par tradition, même en Europe, n'ont jamais voulu être des courroies de transmission d'un politique, d'un parti, etc. Et qu'il n'appartient pas au syndicat de faire de la politique. Vous n'y croyez pas, n'est-ce pas? Pourquoi vous voulez que je vous dise quelque chose que vous ne croyiez pas? Donc, il me semble que le rôle du syndicat, à certains moments de l'histoire, est aussi de se battre pour affirmer le rôle du politique. Qu'est-ce que ça veut dire, le rôle du politique? Réaffirmer le rôle des parlementaires, du Parlement. Prendre aussi le temps d'être citoyen. Même si on nous dit de plus en plus aujourd'hui que nous n'avons jamais le temps d'être citoyen.

Ma proposition finale implique une reconstruction de la culture des biens communs. On a trop privatisé, on est en train de laisser trop privatiser. Les syndicats ne peuvent pas accepter les niveaux de privatisation actuels. Il ne faut pas lâcher prise. Il faut que quelque part dans le monde, on sache qu'il y a des gens qui ne sont pas favorables à la privatisation, qui ne sont pas favorables à la « marchandisation ». On ne peut pas laisser faire la privatisation de l'éducation, qui commence, même au Québec. On ne peut pas laisser faire la privatisation de l'eau. Si vous laissez faire la privatisation de l'eau, vous

perdrez une grande bataille historique. De même, si vous laissez faire la privatisation de l'éducation, vous perdrez une grande bataille historique. Si au contraire vous vous battez, et même si vous perdez parce que votre rapport de force est insuffisant, eh bien, vous aurez gagné une grande bataille historique. Se battre pour le bien commun, se battre pour la réinvention de la citoyenneté, pour la « republica », c'est déjà une grande victoire. Je crois que c'est aussi important que de se battre pour des solutions sur les horaires de travail, pour de meilleures conditions de retraite, pour améliorer les rémunérations, etc.

Alors, moi j'arrête, parce qu'effectivement je suis arrivé au bout, non pas de mes analyses, mais au bout de mon temps. Je voudrais vous dire en terminant qu'il est vrai que parfois il pourrait sembler qu'on est seul. Devant cette immense mutation des sociétés, même si on avait la volonté, on doit éviter de tomber dans le volontarisme incantatoire gratuit. Bien sûr, le réalisme pragmatique doit l'emporter sur les envolées rhétoriques ou les envolées de « wishful thinking ». Mais il me semble qu'il y a une chose, quelle que soit la balance que vous allez faire entre réalisme pragmatique et volontarisme actif, il y a une chose qui me semble importante pour l'avenir des syndicats : ils ne peuvent pas échapper à leur destinée et participer au « réenchancement » du monde. Ensemble, il faut se réenchanter. Il faut croire dans les utopies. Il faut croire dans les rêves. Ce qui transforme la condition humaine, ce n'est pas la force de la puissance économique, mais c'est la force de l'émerveillement. La force de l'Homme c'est sa capacité de s'enchanter et de croire dans des avènements différents. Un grand merci pour votre attention.